

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

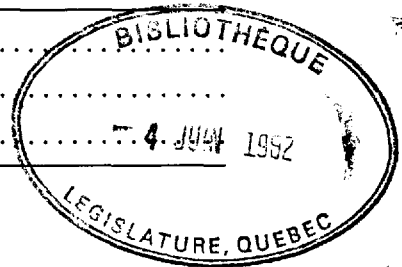
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

## Projet de loi n<sup>o</sup> 219 (PRIVÉ)

Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur

Première lecture .....	.....
Deuxième lecture .....	.....
Troisième lecture .....	.....



PRÉSENTÉ

Par M. DANIEL JOHNSON

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1982



## **Projet de loi n° 219** **(PRIVÉ)**

Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur

ATTENDU que Maurice Jolicoeur, décédé le 13 mars 1966, a, par son testament fait le 7 octobre 1965, créé une fiducie dont les fins sont, notamment, d'assurer à chaque bénéficiaire mineur les revenus nets provenant de sa part successorale pour être employés à l'entretien, la subsistance, l'instruction et l'éducation de ce bénéficiaire et, dès l'âge de vingt-et-un ans, de permettre à chaque bénéficiaire de toucher les revenus de sa part dont le capital sera versé par moitié aux âges de vingt-cinq ans et de trente ans, pour en jouir en pleine et absolue propriété, et aussi afin d'assurer à son conjoint survivant, Monique Poulin, une rente mensuelle de quatre cents dollars, sa vie durant;

Que la pension annuelle payable au conjoint survivant du défunt est devenue insuffisante pour lui assurer un niveau de vie convenable et qu'il est opportun de la porter de quatre mille huit cents dollars à trente-cinq mille dollars, indexée annuellement;

Que les revenus de la succession sont suffisants pour accorder cette augmentation et cette indexation de la pension;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Malgré le testament de Maurice Jolicoeur reçu le 7 octobre 1965 sous la forme dérivée de la loi d'Angleterre, vérifié le 13 avril 1966 par la Cour Supérieure du district de Montréal et dont copie a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1287146, la pension annuelle payable à Monique Poulin, conjoint survivant du testateur, est portée de quatre mille huit cents dollars à trente-cinq mille dollars et est indexée suivant l'indice annuel des rentes établi conformément à l'article 119 de la Loi

sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), à compter de la date de sanction de la présente loi.

**2.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.